

# Le maire de Marennes (17) interdit la promotion d'Orange à cause d'un anglicisme

Jeudi 7 novembre 2019 à 10:56 -

Par [François Petitdemange](#), [France Bleu La Rochelle](#)

Le maire de Marennes, en Charente-Maritime, Mickaël Vallet, vient d'interdire le passage d'un camion promotionnel de l'opérateur Orange, parce qu'il s'appelle le "Orange Truck". Inconcevable alors que la 10<sup>e</sup> édition du Festival des Cultures Francophones a lieu en ce moment à Marennes.



Marennes, Marennes-Hiers-Brouage, France

Il en a assez des anglicismes. Le maire de Marennes (Charente-Maritime), Mickaël Vallet, **vient d'interdire le passage du camion promotionnel de l'opérateur Orange**, qui voulait vanter l'installation de la fibre dans la commune, **parce qu'il s'appelle le "Orange Truck"**. Il dénonce aussi "Ma French Bank" lancée par La Poste. Mickaël Vallet était l'invité de France Bleu Matin, à 8h15, ce jeudi. Entretien.

## France Bleu La Rochelle - Orange Truck, Ma French Bank... Qu'est-ce qui ne vous va pas ?

Mickaël Vallet - Il y a **d'abord le respect de la loi**, l'esprit de la loi Toubon, et la Constitution qui dit que la langue officielle de la République est le français. On voit, de manière assez symbolique, **de très grandes entreprises qui se fichent du respect de la loi**. Alors, elles vous diront toujours qu'elles ont mis un petit astérisque et qu'elles sont bordées juridiquement. Mais cela montre que ce pouvoir économique, et le pouvoir de ces communicants, de tous ces aspects promotionnels, et en bon français du "marketing", passent au-dessus de ces considérations-là.

Le deuxième aspect, c'est qu'on fait encore à peu près crédit aux maires et aux élus locaux d'être en capacité de **comprendre ce que ressent la population : c'est une agression permanente**. C'est-à-dire que, quand vous ne parlez pas anglais, ou que vous ne pratiquez pas tous les jours, un "truck", ou quand dans des réunions à n'en plus finir on nous parle de "bench marking" ou de choses comme ça, c'est une façon à la fois de se rehausser pour faire les malins, pour faire croire que le produit qu'on vous vend est quelque chose de sérieux parce que c'est en anglais et que la langue des affaires serait l'anglais, et en même temps **c'est extrêmement vexant et extrêmement excluant** pour non seulement une partie de la population mais la population dans son entier, qui a l'impression qu'on lui parle une langue qui n'est pas la langue commune et celle du commun.

C'est une agression permanente

Je voudrais ajouter une petite chose : **ce n'est pas un combat d'arrière-garde ou un combat scrogneugneu pour dire qu'il faut absolument bien accorder le participe passé** quand le COD est placé devant le verbe avoir : ce n'est pas le sujet, l'Académie française fait son travail, moi ce n'est pas mon combat. **Mon problème, c'est quand il existe des mots en français qui sont parfaitement compris par tout le monde, et**

**que uniquement pour des questions commerciales, on utilise des mots en anglais d'une manière aussi, on va dire, aussi violente et aussi agressive.**

## **C'est normal que notre langue évolue quand même.**

Evidemment ! On est, en ce moment, à Marennes, avec des invités qui sont spécialistes de ces questions-là. On constatait en discutant hier que, au Québec, personne ne dirait jamais “baby-sitter”. Par contre, en France, tout le monde sait ce que c’est qu’une baby-sitter, personne n’emploierait un autre mot, donc c’est le mot commun. Le problème n’est pas là. **Le problème, c’est quand on remplace des termes qui existent parfaitement :** “camion mobile”, “camion boutique”, tout le monde comprend tout de suite ce que c’est qu’un camion boutique.

Quand on essaie de se battre sur la question des courriels à la place des mails, ça passe parfaitement ; les infox, ça commence à rentrer à la place des "fake news" dans les médias ; donc, quand le mot existe et qu’il permet exactement la même nuance, et de saisir les choses, c’est parfait. **Quand le mot étranger donne une vérité qui ne peut pas être traduite, il faut utiliser le mot en étranger.** Quand vous allez dans des pays anglo-saxons, si, sur une carte, vous avez une sauce au sabayon, c’est un sabayon, c’est français, et c’est comme ça. Et inversement, on mange des hamburgers, on ne mange pas autre chose. Le problème c’est l’aspect commercial et l’aspect de mépris vis-à-vis des clients et des citoyens, **surtout de la part d’une entreprise qui doit tout à l’Etat, qui doit tout aux citoyens et à leur porte-monnaie.**

Une langue, c’est une vision du monde

## **C’est justement le Festival des Cultures Francophones en ce moment à Marennes.**

Oui, et je voudrais dire deux choses : c’est très dommage que les municipalités et les élus locaux soient **obligés de faire des actions ou de prendre des décisions un peu symboliques comme celle-là pour avoir droit à des unes de presse**, ou pour avoir le droit d’être rappelé par la presse, pour dire “alors, vous défendez la langue française, c’est très bien”... Ce n’est pas le sujet. A Marennes, cela fait dix ans que tous les ans, il y a des activités culturelles, des ateliers pour les enfants, des rencontres avec de grands spécialistes de la langue française, qui font des conférences très vulgarisatrices, très ouvertes, comme on en a une ce jeudi soir (6 novembre) à 17 heures avec le spécialiste français des dictionnaires, Jean Pruvost. Ça va être très sympa, ça va être très ouvert. Il sera là pour expliquer qu’il y a des mots anglais, arabes, espagnols, italiens, dans la langue française, que tout cela n’est pas grave, mais que **la façon de construire une langue commune est un sujet essentiel.** Donc ça fait dix ans qu’on travaille dessus, mais il faut que je refuse un arrêté d’occupation du domaine public pour un “Orange Truck” pour qu’on en parle. C’est un peu dommage, parce qu’au fond, tout le monde est d’accord avec ça.

Je voudrais dire, pour France Bleu, qu’il y a un aspect essentiel : **le combat pour la langue française, il ne veut rien dire, et c’est un truc de vieux machin, si ce n’est pas un combat pour le plurilinguisme.** Ce qui est important, c’est de comprendre qu’une langue, c’est une vision du monde, et que c’est important de sensibiliser les gens, de permettre aux jeunes et aux moins jeunes de parler plusieurs langues ou d’être initiés à plusieurs langues. Et dans les langues, **il y a aussi les langues locales**, il y a aussi les parlers régionaux, et de ce point de vue-là, c’est très important qu’il y ait des rubriques comme celles de France Bleu La Rochelle sur la question du patois, charentais, saintongeais, appelons-le comme on veut.

**Monsieur Mickaël Vallet  
Maire de Marennes-Hiers-Brouage  
6, rue du Maréchal-Foch  
17320 MARENNES**

Paris, le 9 novembre 2019

Réf : md2019114-1.doc

Objet : Orange Truck

Monsieur le Maire,

Les médias locaux ont récemment relaté votre réaction courageuse et hautement symbolique pour la défense de la langue française. Au moment où débutait à Marennes la dixième édition du festival « Les Cultures francophones », vous avez refusé à l'opérateur Orange, qui voulait présenter son offre commerciale avant le déploiement prochain de la fibre dans votre commune, l'installation temporaire d'un camion promotionnel, et votre refus durera aussi longtemps que ce camion s'appellera « Orange Truck » alors que, comme vous l'écrivez dans votre lettre à Stéphane Richard, « *“Camion Orange” ou “Boutique mobile” seraient tout aussi efficaces et tellement plus respectueux* ».

Votre décision est applaudie par tous les membres de notre association. (L'un d'eux l'approuve en ces termes : « *Même pour Orange, pas de quartier !* ») Depuis des années, nous nous battons contre l'intrusion envahissante de l'anglo-américain dans la vie des Français. Même les grandes entreprises publiques rivalisent de zèle dans sa pratique. Nous dénonçons régulièrement ces dérives et interpellons les responsables. Nous n'avons, hélas, pas beaucoup de succès. Cependant, notre mobilisation ne faiblit pas, et des exemples tels que le vôtre nous encouragent à persévérer dans notre action, qui a au moins le mérite d'ouvrir les consciences.

Arrivera bien un jour où les Français réaliseront qu'on les prive de leur langue. Alors ils se révolteront et choisiront des hommes et des femmes politiques qui porteront, entre autres, un projet de reconquête de cet élément fondateur de notre patrimoine.

Vous faites partie des précurseurs, et nous espérons que votre exemple sera largement suivi.

Recevez, Monsieur le Maire, l'expression de notre reconnaissance et de nos sentiments distingués.

Marceau Déchamps  
Secrétaire général adjoint  
chargé de l'application de la loi du 4 août 1994